

Chapitre 5 : L'AVENIR

Je n'ai plus l'âge des espoirs, j'ai besoin de certitudes

José Saramago

« Je n'ai plus l'âge des espoirs, j'ai besoin de certitudes. » Ces mots lucides du Nobel méditerranéen José Saramago pourraient tout aussi bien exprimer le grand besoin que la grande chance de l'architecture traditionnelle.

Parc immense dans tous les pays riverains, l'architecture traditionnelle est dépositaire de siècles et de modes de vie. En cela elle incarne une part considérable de la civilisation qui fonde nos comportements. Si elle est témoin des choses qui changent, elle est en même temps dépositaire de ce qu'un siècle de modernité tout au plus n'a pas modifié dans nos goûts, nos références et nos racines. L'enjeu devant lequel nous sommes est son processus d'adaptation : saura-t-elle une fois encore accueillir des habitants en leur fournissant ce qu'ils revendiquent à bon droit de qualité de vie. Si la solution est matérielle, la réflexion qui y préside est plus globale.

Il n'y a pas plus d'un tiers de siècle que des politiques de récupération des centres historiques se sont mises en place à peu près partout. Elles se sont développées dans chaque pays et, pour faire la preuve de leur pertinence, elles doivent encore se constituer en projet social mieux concerté, intégré, qualifié. De pratique courante et de marché en développement, la réhabilitation pourrait, devrait s'ériger en discipline qui articule les approches mêlées d'une société moderne : culturelles et identitaires, économiques puisant dans le besoin social, durables songeant à préserver son capital. A l'instar des grands équipements structurants, la récupération de l'architecture traditionnelle peut prétendre à être un grand projet, faire l'objet d'une grande politique, à la fois culturelle et de l'habitat.

UNE SITUATION CONTRASTÉE

Des atouts combinés

Pour cela l'architecture traditionnelle détient de vrais avantages et correspond opportunément aux sensibilités du moment. Sa valeur patrimoniale n'est plus à démontrer ; dans une conscience du patrimoine qui a évolué du monument exceptionnel vers un large territoire culturel et son tissu bâti, elle est par excellence le lieu d'actualité d'une réflexion sur la conservation et l'usage. Toujours plus d'espaces protégés disent cette ambition. Lieu de sauvegarde bien que patrimoine modeste, elle est un nouveau champ d'expérimentation pour un exercice intelligent de mise en valeur. Un exercice moins technique et curatif que pour la conservation physique des matériaux des monuments, qui peut évoluer et inventer des pratiques vers une réinterprétation, adaptation, expression plus continue, créative des modes constructifs de l'architecture traditionnelle. Lieu de liberté qui permettrait d'actualiser le passé en nourrissant le présent d'histoire.

Au plan social, voilà un extraordinaire parc de logements, déjà édifié, tramé au cœur de la ville aussi bien que du village, nourri de mémoire, partie du pouls urbain et avec ses services de proximité. Souvent vétuste voire ruiné, comprimé ou trop dense, mais cependant susceptible de régénération, d'un emploi plus satisfaisant que le rejet de ses populations aux

confins de la cité. Ces quartiers centraux sont de plus parsemés d'édifices réadaptables en équipements nécessaires aux services locaux.

Marché pourvoyeur de main-d'œuvre, la reconquête de l'architecture traditionnelle structure des entreprises petites et moyennes, de proximité, tout en réactivant les filières de production, transformation, distribution des matériaux, souvent traditionnels, qu'elle consomme. Elle génère un tissu économique stable et souple, bien adapté au contact avec le particulier.

Loger les populations au cœur historique, accueillir un tourisme patrimonial : ambitions pour un projet de réhabilitation de l'architecture traditionnelle

Le tourisme, atout économique puissant, deviendra probablement, après le logement, son meilleur activateur, bien que ses forces nécessitent plus de maîtrise. En effet, phénomène identifié pour la première fois dans le Dictionnaire d'Oxford en 1811, il est devenu en moins d'un siècle la première industrie mondiale (selon les données de l'Organisation mondiale du tourisme) et la Méditerranée, le premier foyer récepteur de la planète. Pourtant la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Rio, 1992), où fut légitimée au niveau international l'option du développement durable, n'inclut pas le tourisme comme un des objectifs centraux, pas plus d'ailleurs que l'architecture traditionnelle. Pourtant c'est du « local » que l'industrie du tourisme se nourrit principalement ! Regardons de plus près les alternatives au tourisme littoral (1) et considérons les conquêtes de l'éco-tourisme ou de l'hébergement rural, ce qu'elles ouvrent de bonnes possibilités, prometteuses et dynamiques. Rappelons-nous combien elles sont en sympathie avec le parc immobilier traditionnel, qu'il soit en ville ou immergé dans un terroir aux saveurs authentiques.

Au-delà des perspectives d'emplois, il y a dans ces transformations du parc vers un nouvel usage la chance de créer des revenus pour des populations, les fixant localement et enravant les exodes.

L'architecture traditionnelle ne doit pas être comprise comme un problème sectoriel, particulier et marginal, traité de façon isolée, mais au contraire comme partie intégrante et substantielle du corps social et économique ordinaire. Seule la normalité, et non pas la stigmatisation, permettra de la réintégrer à un quotidien naturel, commun, dynamique et porteur du futur où elle pourra recevoir autant qu'apporter. L'architecture traditionnelle n'est pas un problème, mais une solution. Solution qui contribue au rééquilibrage territorial par une implantation bien répartie, par l'offre de logement et une bonne qualité de vie. Solution car c'est une potentialité du marché de la construction que de relancer techniques, matériaux et main-d'œuvre, surtout locaux, ce qui peut contribuer à réduire les effets de la banalisation. Solution qui satisfait pleinement, par la réutilisation de l'existant et par son respect environnemental (2), aux critères de durabilité avec une épargne très significative d'énergie et une baisse de la consommation inconsidérée d'espace.

Parc immobilier parfois fonctionnel, parfois patrimonial, l'architecture traditionnelle balance entre des options de transformation, presque incontrôlables, et le statut d'espace à protéger et à subventionner comme tel

Des fragilités et des doutes

Moyens décuplés, matériaux et techniques modernes d'intervention sur le bâti font l'effet d'un bouleversement brutal. Les lents processus de transformation d'un passé artisanal sont sans aucune mesure face à la colossale puissance de remplacement que nous donne l'industrie actuelle du bâtiment. C'est affaire d'échelle et de rapidité ; ainsi, intervention signifie parfois mutilation, et une louable intention d'améliorer, équiper, adapter revient parfois à dénaturer profondément. L'évolution naturelle, autrefois absorbée parce que utilisant les mêmes moyens pour des modifications accessoires, est devenue un risque véritable où, à la sortie, l'immeuble, l'îlot, le quartier sont méconnaissables. Autrement dit, si l'intervention n'est pas bordée par un projet (un cahier des charges ou un architecte ou un homme de métier... sensibles, avertis), elle s'évadera du contexte local et patrimonial, elle sera naturellement écrite en rupture avec le bâti support. On en est à ce paradoxe aujourd'hui qu'entretien ou réhabilitation lourde doivent procéder d'une résistance à des réflexes constructifs et à des solutions standard s'ils veulent s'inscrire en continuité d'un ensemble ancien. Il faut introduire désormais des outils de réflexion cultivés pour obtenir un acte de bâtir conforme à un milieu traditionnel. Sans la conquête de cette intelligence du contexte, sans développer le grand chantier de la bonne commande, de la bonne formation des acteurs, la rapidité, la force de transformation (ou l'effet de l'abandon) auront raison d'un parc immobilier fragile parce que entre deux époques. Il y a donc à la fois urgence et danger. Cependant, bien avertie et canalisée, la capacité de transformation des moyens actuels pourrait être réencadrée et appliquée positivement à la sauvegarde et à la revitalisation de cette architecture.

Il n'y aura jamais en Méditerranée de conservation systématique et tous azimuts des sites de l'architecture traditionnelle. Il y a donc une question de fond : ce qui doit absolument demeurer, ce qui peut disparaître (3). Avec l'obligation de définir ce qui peut se satisfaire d'une mémoire documentaire, avant disparition, destinée à alimenter et préserver notre mémoire collective. Avec en parallèle l'obligation de définir ce sur quoi il faut mener un travail de protection, de réhabilitation, de réintégration et de réutilisation. Il faut dans cette décision probablement autant d'expertise que de responsabilité locale. La « charte du patrimoine bâti vernaculaire » de l'ICOMOS (ratifiée en 1999) propose, sur ce point du devenir, une approche collégiale (4), bien que sans citer clairement la question d'une sélection, selon nous inévitable. Il y a aussi un deuxième aspect : les bénéficiaires de la conservation. En appui sur sa fonction essentielle d'habitat, l'architecture traditionnelle devra d'abord servir les populations qu'elle abrite, devra toujours les accompagner dans le sens de l'amélioration de l'habitat sans être un obstacle pour celle-ci. Il s'agira en même temps de garantir la transmission de cette architecture aux générations futures tout en exploitant, dans le respect, toutes les capacités qu'elle a de générer du progrès et d'améliorer le cadre de vie. Une politique de revitalisation de l'architecture traditionnelle doit tenir compte tant des procédures d'encadrement que des aides. Si le marché n'est pas aidé, si sa dynamisation n'est pas organisée, on ne saura pas s'infiltrer efficacement pour traiter les espaces concernés. Aujourd'hui l'architecture traditionnelle est entre deux eaux : assez ordinaire pour risquer la condamnation, d'assez grande valeur pour bénéficier de la grâce patrimoniale (5). Le troisième volet, c'est comment on doit faire cette conservation. L'architecture traditionnelle est bâtie avec des techniques ancestrales ayant une valeur culturelle essentielle à laquelle nous ne pouvons pas renoncer, ni en termes de conservation ni en termes d'utilisation. Transmettre le savoir-faire aux jeunes maçons est donc indispensable ; tout comme nous ne pouvons pas renoncer aux possibilités que nous offrent matériaux et techniques contemporains (6). C'est l'équilibre entre le traditionnel et le contemporain, avec le respect patrimonial et le souci

d'amélioration du cadre de vie de la population, qui est l'enjeu de la récupération de l'architecture traditionnelle.

Lorsqu'elle est protégée, l'architecture traditionnelle est sous l'empire de textes législatifs nationaux. Les pays du Bassin possèdent des lois ou des codes du patrimoine, révisés ou apparus souvent dans la dernière décennie, qui incorporent, avec parfois certaines différences significatives sur les définitions, les idées actuelles sur la question. Dans chaque pays, plus le degré d'autonomie régionale est grand, plus la législation du patrimoine est pensée à ce niveau territorial régional, ce qui bénéficie à l'architecture traditionnelle par une approche moins générique et plus inspirée par la réalité locale. Dans les États plus centralisés, la loi a tendance à désigner et à mesurer le patrimoine depuis un niveau national, et le niveau local voit donc diminuer ses opportunités et ses chances. Quant à l'esprit des textes, certains ont une tonalité conservatoire et d'autres relèvent d'une attitude plus revitalisante. La décentralisation favorise la deuxième tendance, probablement car, devant intégrer et répondre à des problèmes sociaux et économiques, elle est plus imprégnée de réalité et d'usage. A l'échelle régionale, les seuils temporels à partir desquels il y a statut et prise en charge patrimoniale sont déterminés, ici et là, de façon fort différente. Il s'ensuit que le choix du parc à protéger, son inventaire ou ses différents niveaux de protection sont des questions à géométrie variable. Mais certainement le problème majeur rencontré est le décalage entre le texte et son application. Le manque d'instruments (réglementaires, ressources humaines et budgétaires) rend très difficile le déploiement de la loi dans certains pays du Bassin.

De plus, régie depuis le niveau national, l'architecture traditionnelle est au carrefour de plusieurs autorités : culture, logement, urbanisme, aménagement du territoire, agriculture, environnement... De ce fait, elle ne constitue ni un sujet à part entière ni par conséquent un projet global cohérent : parc immobilier parfois fonctionnel, parfois patrimonial, parfois accessoire, son repérage et sa gestion, opérés à partir de critères très hétérogènes, inspirent des politiques très différentes, contradictoires, selon le ministère de tutelle concerné.

Ces trois fragilités, physique à encaisser les chocs, existentielle à revivre ou à disparaître, réglementaire à appartenir un peu trop à chacun, lui nuisent mais ne la condamnent nullement ; elles ouvrent au contraire des champs de créativité déjà inaugurés partout dans le Bassin.

Une grappe d'initiatives

Beaucoup de choses se sont faites et se mettent en place au jour le jour sur notre sujet. Toutefois, initiatives, expériences menées ici et là avec plus ou moins de succès restent souvent isolées, trop partielles, sans processus de continuité, cantonnées à un territoire administratif ou au chantier lui-même, au-delà duquel aucune propagation n'a lieu. Bien que syncopées, étincelantes mais éphémères, ces interventions témoignent d'une excellente vitalité et ouvrent des pistes très intéressantes dans les champs de la réflexion, des procédures, des stratégies ou des travaux. Pas d'inventaire ici de tout ce foisonnement, mais quelques rapides points de repère.

Trois décennies de politiques de réhabilitation et de réflexion sont le socle d'une intégration du parc ancien à réussir dans une société moderne

- Les politiques de réhabilitation

Elles sont des réponses au processus de dégradation du parc bâti ancien. Elles ont permis de créer des schémas d'organisation très efficaces depuis vingt-cinq ans : des capacités de gestion de l'espace, de mobilisation de ressources économiques, de constitution d'équipes d'études, de subventionnement (7), d'encadrement des travaux. Une véritable culture opérationnelle s'est mise en place, qui a connecté l'amélioration du logement, la revitalisation du commerce et de l'artisanat au centre, les infrastructures liées à la vie moderne et les aménagements urbains. Les aides à la pierre étant généralement pondérées selon les revenus des personnes. Ces expériences menées souvent dans les pays les plus riches ont fabriqué certains savoir-faire qui circulent chez les opérateurs, architectes, spécialistes des différentes disciplines. Tous les croisements de ces coopérations, jusqu'ici rien que bilatérales, contribuent à constituer une expertise d'un autre ordre. On y échange davantage d'idées que de modèles, on évalue les méthodes des autres dans une approche plus créative, plus métissée entre les deux rives, avec des réseaux qui petit à petit se connectent. Notre propre réseau CORPUS nous pousse à explorer de nouvelles pistes, de nouvelles formules et peut-être à reprendre de bonnes stratégies garées ou égarées quelque part sur les différents chemins entamés depuis des années ; nous pousse à aller au-delà des évidences et à contribuer modestement à repenser la Méditerranée, pour ce qui nous concerne à partir de son architecture traditionnelle.

- L'action internationale

Innombrables, les conférences, colloques scandent au jour le jour l'évolution d'une pensée sur le patrimoine méditerranéen. La parole des chercheurs, intellectuels, savants cherche à y capter les miracles du voisinage ou les dégâts des changements du monde. Cet immense volume d'échanges produit de la vision et de la tolérance, c'est-à-dire quelque chose comme de la poésie et du sentiment d'appartenance. Mais il produit aussi des textes de références, recommandations, chartes, sortes de compromis visionnaires qui donnent du sujet une image vers quoi tendre. Certainement, des hommes de terrain auraient tendance à considérer ces textes comme insuffisamment précis, opérationnels. Critique bien rapide et mauvais procès à des documents cadres, dont le but n'est pas de solutionner mais de réfléchir, de mettre en relation des éléments d'un contexte et de ne pas agir par réflexe, sans le temps du doute et de l'analyse. Le document le plus proche de notre sujet et le plus récent est la charte du patrimoine bâti vernaculaire de l'ICOMOS déjà citée plus haut. Au-delà des généralités de tout texte qui ambitionne une portée universelle, celui-ci cadre les idées dans quatre champs qui sont nos clés d'entrée habituelles : l'angle de l'espace et du statut de l'objet dans un ensemble ; l'angle du temps pour un objet tout à la fois historique, évolutif et contemporain ; l'angle de la valeur et du processus de constitution de l'intérêt et de la beauté ; l'angle de la responsabilité et de qui porte la charge de la pérennité de ce patrimoine. Ce texte, ses cousins qui utilisent d'autres angles d'attaque sont des apports appréciables parce qu'ils équilibrent des approches qui se font parfois concurrence. Sans dire la Méditerranée ni ses complexités – personne ne fera ce travail en particulier, comme un manuel applicable à toute une région tampon entre trois continents –, ils proposent une forme de sagesse. Incantation à la coresponsabilité plutôt que mode d'emploi. Offre de la société civile aux décideurs de « penser globalement et agir localement ».

Il y a donc, depuis sept décennies (8), ces grands forums de la conscience universelle qui produisent et actualisent une réflexion sur la mémoire et sur ce qu'il faut lui conserver de

matérialité pour qu'elle ait un sens. Il faut assurément chaque fois reposer cette question. Mais il faudra insister un jour sur les vides, ouvrir celle qui la prolonge : mettre en relation le fait culturel et les moyens qu'on lui consacre. Faire, dans le cadre régional, le travail d'analyse critique, de bilan de ce qui s'est fait afin de se concentrer sur stratégie et faisabilité pour l'avenir. Décaler l'intelligence d'appréciation du déclaratif vers le gestionnaire. En matière de patrimoine, le régional est un niveau de conscience, celui du commun partagé ; pour cet objectif, c'est la bonne échelle. Pour l'action, en revanche, c'est le niveau local qui est pertinent. Et dans le travail sur le localement possible, dans une logique opérationnelle, on n'échappera pas à faire une relecture adaptée des principes, de ce que les acteurs en présence peuvent raisonnablement réaliser à partir des alertes sur : espace, temps, valeur, responsabilité, ces déterminants de l'architecture traditionnelle évoqués ci-avant.

- Etudes et publications

En parallèle des considérations universelles, la réflexion locale, nationale, parfois régionale a produit une masse considérable de documents. Elle constitue un fonds de plusieurs centaines de bons ouvrages, de plusieurs milliers d'articles qui appréhendent l'architecture traditionnelle selon de multiples approches. Depuis les brochures d'information, les monographies locales, les méthodes de réhabilitation jusqu'aux corpus de description territoriale ou travaux scientifiques... on trouve des ouvrages qui célèbrent les terroirs, qui stimulent la conservation, qui vulgarisent la connaissance, qui sont du domaine de la recherche universitaire, publiée ou à caractère pédagogique. Rappelons aussi l'immense travail d'inventaire et de catalogage entrepris dans les pays riverains (depuis parfois suffisamment longtemps pour que le recensement documente édifices ou ensembles entretiens effacés du sol : apparition d'un savoir qui n'endigue pas toujours la disparition physique). Inventaire systématique pour le patrimoine protégé, plus aléatoire pour l'autre : même si elle fait selon les pays l'objet de priorités inégales, l'architecture traditionnelle est désormais repérée et décrite dans ses lieux et types essentiels.

Associer chacun au devenir de son cadre de vie, mieux le connaître, accoupler mémoire et projet : une nouvelle citoyenneté à déployer en Méditerranée

- La formation

Le patrimoine fait l'objet d'enseignements spécifiques surtout dans le domaine de la conservation monumentale et des espaces protégés. Dans les universités, dans les écoles d'architecture de nombreux pays riverains, se sont créés des certificats de spécialité autour de ce sujet (9). C'est timidement que ces initiatives privilégiant le patrimoine majeur commencent à s'élargir vers l'architecture traditionnelle, encore trop souvent non-discipline qui devra conquérir ses lettres de noblesse.

Dans le milieu plus informel et de grande vitalité de la formation continue, une offre de cours de plus en plus importante se met en place pour les acteurs du marché : hommes de métier, architectes et techniciens, décideurs. Elle est résolument orientée vers la réhabilitation de l'architecture traditionnelle. Bien que de très bon augure pour notre sujet, elle n'est encore présente que dans des îlots de la région. Là où elle s'exerce, on expérimente de nombreuses formules d'accompagnement des professionnels : stages organisés sur les sites, formations

intra-entreprises, expertise technique sur chantier, perfectionnement technique rapide ou formations qualifiantes...

C'est bien une grappe d'initiatives, à multiples entrées, qui contribue à caractériser l'intervention sur l'architecture traditionnelle. Mouvement en croissance, foisonnant, il atteste d'une conviction. Il lui reste à se mieux structurer dans son cadre d'exercice : niveau local pour l'action, niveau régional pour la réflexion, le partenariat et la coopération.

DES ORIENTATIONS

Un cadre de référence

Nos propositions s'articulent autour de cinq pistes convergeant toutes vers la sauvegarde, la réintégration et la réutilisation de l'architecture traditionnelle.

1.- Désenclaver l'architecture traditionnelle de sa situation actuelle d'isolement et de cloisonnement qui la tient à l'écart des grandes décisions et la soumet en permanence à la catégorie du marginal et de l'annexe. L'arracher à l'oubli.

2.- Conjuguer de manière effective et efficace l'échelle régionale et l'échelle locale, les mêmes acteurs accédant et agissant à ces deux niveaux. Passer de l'échelle de réflexion, concertation, planification, échanges, à l'échelle d'application des projets dans l'intelligence. Veiller à la remontée de tous les résultats, évaluations, initiatives, récoltés au niveau local pour que leur prise en compte soit déterminante dans les stratégies et décisions futures. Un transit d'idées et de réalités dans les deux sens, une perméabilité entre les deux échelles qui devra garantir que la diversité et la spécificité seront toujours mises en relief.

3.- Diffuser les acquis vers les cercles de compétence ; y être présents et influents. Toute intervention ne devra pas être confinée sur elle-même mais devra chercher un effet propagateur, pédagogique, stimulant. Tant par l'irrigation horizontale, pour éveiller et impliquer les autres centres d'intérêt (ethnologie, histoire, mais aussi entreprise, formation...), que par l'influence verticale des régulateurs du marché et des instances de décision.

4.- Harmoniser les foyers de décision et les équilibres les reliant. Ce sont les trois sommets d'un triangle : l'utilisateur, la règle, le concepteur. Autour de ce triangle gravitent des dynamiques (commande, administration, marché, entreprise, formation...), d'une grande importance qui peuvent modifier de façon substantielle la tension convenable entre les trois foyers.

5.- Assurer le « feed-back » avec un réseau régional regroupant les pays méditerranéens, fondé sur des objectifs communs, partagés et solidaires, visant le travail en commun et l'échange d'expériences tournés vers la sauvegarde et la réhabilitation de l'architecture traditionnelle dans le Bassin.

Trois lignes d'action indissociables

Préserver les valeurs de l'architecture traditionnelle ne se fera pas sans créer des conditions nouvelles de regard sur le parc, ce qui amène à agir autant sur des groupes d'acteurs que sur des idées. Des changements sont à opérer dans les mentalités, comme la pertinence de conserver des tissus urbains, comme faire la preuve de leur adaptabilité. Un développement de

la connaissance est à encourager, pour que ce « patrimoine sans papiers » acquière ses experts locaux, leur savoir, leurs échanges. L'introduction de nouvelles méthodes de travail est à imaginer, avec de meilleures études diagnostiques, avec de meilleurs liens inter-administrations, des profils professionnels plus larges, des relais d'assistance.

- Sensibilisation

Elle doit jouer le rôle d'un réseau de l'identité, elle a vocation à toucher toutes les couches de la société, à infiltrer les catégories professionnelles avec un nouveau message sur l'architecture traditionnelle, à favoriser la capillarité de ce message vers le plus grand public, à rendre le sujet suffisamment familier pour qu'une véritable appropriation et une revendication de qualité s'opèrent dans le milieu des habitants et des usagers. Il est pertinent de faire ce travail de sensibilisation sur le parc bâti ancien parce qu'il est un objet social courant, utilisé et partagé par la population. Une valeur d'usage qui en fait un milieu qui parle à tous, concerne tous, ne revêt pas les aspects élitistes ou savants des objets culturels exceptionnels : chacun s'y reconnaît, c'est un cadre ordinaire. C'est aussi un lieu d'identité, de saveurs et particularités. Au moment où les modes de vie contemporains transforment le bâti ancien, il faut que les deux nécessités simultanées, préserver et améliorer, soient comprises et conduisent à de bonnes solutions architecturales, culturellement satisfaisantes pour un parc traditionnel de qualité. Pour les acteurs professionnels qui y interviennent quotidiennement, c'est une meilleure conviction sur leur propre responsabilité dans le résultat qualitatif qui est visée, ainsi que l'idée d'un bâti ancien compatible avec les usages contemporains. Plus particulièrement, c'est mettre au point des outils qui informent, qui permettent de voir différemment un cadre de vie, les ouvrages, matériaux, métiers qui ont servi à son édification. Il ne s'agit pas de délivrer des apprentissages mais de donner un éclairage.

D'avantage qu'un enseignement académique, la formation est à envisager comme un service permanent et de proximité auprès des acteurs et usagers du bâti ancien

Ainsi, la sensibilisation peut articuler des formes différentes et combinées, des outils individuels et collectifs, pour des cibles serrées (sur des groupes, des lieux) ou pour le grand public:

- depuis les brochures sur les métiers, les formes architecturales, les règles applicables à l'espace et au bâti,
- jumelée avec la création d'événements thématiques, locaux ou régionaux,
- relayée par des programmes régionaux de télévision sur le sujet,
- soutenue par des ateliers du patrimoine, guichet permanent d'expertise dans les sites en opération.

Ce schéma n'est pas exhaustif et les outils sont à adapter à chaque groupe cible.

Le point clé serait d'agir dans un plan concerté auprès de plusieurs groupes ; ces groupes sont les mêmes pour la sensibilisation que pour la formation.

1. Personnels des collectivités publiques

Responsables de la règle d'intervention, mais aussi puissants maîtres d'ouvrage publics, ces personnels détiennent l'orientation du marché de la réhabilitation. C'est par leurs décisions que les zones de concentration du bâti traditionnel peuvent devenir des délaissés ou des musées, des sas de transit de l'émigration urbaine ou des quartiers de « gentrification ».

2. Professionnels et étudiants de la maîtrise d'œuvre

On cherche à s'appuyer sur l'activité du marché de la réhabilitation pour la hisser au rang d'une véritable discipline au sein de l'exercice de l'architecture, qui mobilise un champ spécialisé de connaissance, observation/diagnostic, projet, prescriptions, contrôle de qualité. Dans ce contexte, l'opposition neuf/ancien n'est plus pertinente et les deux champs participent de la formation de l'architecte.

3. Métiers, artisans, entreprises, formateurs des métiers

Veiller à ce que les professionnels de l'exécution demeurent dépositaires d'une culture technique traditionnelle du bâti ancien et parallèlement utilisateurs des technologies de la construction moderne. C'est-à-dire qu'ils connaissent vertus et défauts des techniques traditionnelles comme contemporaines, qu'ils les considèrent au même niveau, qu'ils les emploient sans exclusive mais dans les situations respectives appropriées.

4. Usagers/habitants et jeunes

Renforcer le rôle social des usagers, seniors et juniors, pour qu'ils portent une revendication de qualité du traitement de l'architecture traditionnelle. Ce groupe est le premier acteur de la commande, c'est une force, c'est sur lui qu'il faut investir pour exercer un lobbying populaire capable de favoriser une évolution du parc conforme à l'identité d'une communauté.

5. ONG, associations de sauvegarde

Mettre en contact ces protagonistes de la société civile avec de larges sources d'information, des réseaux d'expérience utiles à leur travail et leur rôle de porteurs/diffuseurs d'ambitions pour l'architecture traditionnelle.

• Formation

Elle doit jouer le rôle d'un réseau du savoir pour les cinq catégories ciblées. Un produit de formation au moins est à préparer « à la carte » pour chaque famille d'acteurs du marché de la réhabilitation. Le choix de travailler d'abord pour les professionnels en exercice paraît le plus pertinent puisqu'il concentre l'énergie sur les agissants. Ceci par un dispositif de greffe, selon les opportunités, qui ne nécessite pas de négocier a priori avec les instances académiques de l'éducation. Toutefois, la solution idéale serait de travailler avec ces circuits de la formation initiale réglée. Mais dans le contexte actuel, qui demande rapidité, on s'orientera vers une option de formation continue, essentiellement parce qu'elle s'exerce avec une logistique très souple, légère et mobile (perfectionnement par sessions courtes et in situ pour les actifs). En outre, son montage est simplifié du fait que chaque public dispose d'une tête de réseau identifiable (ordre des architectes, ministère de rattachement...) et mobilisable en tant qu'interlocuteur, informateur, recruteur, organisateur.

Pour mettre en place des outils de formation chez les professionnels ou dans d'autres circuits, plusieurs niveaux de prestation sont à envisager :

- L'ingénierie pédagogique, pour aider à l'installation de nouveaux centres ressources de formation, pour adapter des centres existant en leur greffant de nouvelles activités.

- La création de modules généraux, liés à l'expérience et au management de la réhabilitation (des produits pour décideurs, opérateurs de terrain, ONG, tous en charge d'encadrement et de stratégie).
- La création de modules thématiques, liés aux domaines du savoir et du projet (des produits pour architectes et enseignants du secondaire, en charge des questions globales du bâti ancien).
- La création de modules de spécialisation, liés aux savoir-faire, matériaux et techniques (des produits pour les métiers et les formateurs, leur perfectionnement dans les techniques traditionnelles).
- L'atelier sur chantier avec un formateur tournant, ici coréalisateur partiel des ouvrages.

Ceci est un schéma parmi d'autres possibles. Au sein de la discipline, c'est un processus de perméabilité vers tous les acteurs de la filière qui est à entreprendre ; et l'on peut faire l'hypothèse qu'il en sortira des effets sur les méthodes de travail : adaptation des règles, modification des spécifications, amélioration des projets, procédures d'encadrement et de contrôle de qualité, évolution des comportements techniques. Sur les marches de la discipline, c'est un processus de propagation vers la formation des autres professionnels qui ont à faire avec le sujet qui serait à entreprendre : économistes, sociologues, historiens... qui nourrissent la phase de pré-intervention, mais aussi gestionnaires, ONG du patrimoine, acteurs du tourisme... qui interviennent post-intervention dans l'exploitation de l'architecture traditionnelle.

• Recherche

Deux manières d'entendre le mot : ce qui existe mais dont on ne dispose pas, c'est-à-dire trouver l'information, et ce sur quoi il faut avancer, produire, inventer, c'est-à-dire la spéculation.

Pour la première, une vaste banque de données dans la spécialité pourrait répondre, c'est l'affaire d'un réseau organisé qui contribue à mettre en commun ses ressources. On peut avoir là la fonction annuaire (des acteurs, des produits, des procédés, des hommes-ressource...) qui informe sur le secteur de l'entreprise, de la production et du marché. Mais aussi les fonctions agenda, forum des questions/réponses, etc.

La recherche appliquée à notre sujet pourra être à caractère général ou associée à une intervention. Dans ce dernier cas, elle se croiserait avec l'activité homologue du module formation et pourrait travailler sur les mêmes domaines et centres d'intérêt. La recherche générale devrait s'associer à quatre secteurs :

- La production et la commercialisation des matériaux, travaillant à l'amélioration des processus de fabrication des matériaux traditionnels, à l'amélioration de leurs qualités, à l'adaptation des matériaux nouveaux pour l'ancien et à l'assouplissement du marché. (Améliorer les briques de terre crue, préparer des mortiers à la chaux prêts à l'emploi, des systèmes de réparation de poutres en bois ou de traitement de l'humidité...)
- L'entreprise du bâtiment, travaillant à l'organisation des chantiers, à l'application des techniques traditionnelles et modernes dans le bâti ancien, au contrôle de qualité, aux matériels, aux réseaux de distribution. (Elévateurs pour petits travaux, systèmes d'échafaudage, injecteurs pour coulis de mortier, outils informatiques adaptés à l'organisation du chantier...)

- La conception, travaillant sur des protocoles, calcul, essais, pilotage, comme sur la théorisation. (Méthodologies du diagnostic et du projet ; outils de décision ; instruments d'inspection ; logiciels techniques ; manuels de réhabilitation...)
- La règle et l'encadrement, travaillant sur le corpus législatif, sur les outils du décideur et sur les procédures. (Coordination inter-ministérielle, dispositifs d'instruction, d'encadrement technique, aides financières, guide des campagnes de ravalement...)

Pour chacun de ces secteurs, la recherche est une attitude qui intervient en amont (processus d'analyse, échantillonnage), qui s'expérimente in situ et qui en aval doit permettre de réorienter après échec, de breveter ou de modéliser.

Il faudrait insister sur l'importance d'impliquer pleinement l'Université dans ce volet. En effet, cette institution est en général indépendante, possède des capacités et expérience notables, est en position de fournir une considérable quantité de travail à partir de programmes établis avec les élèves et enseignants ; il y a là un sérieux potentiel intellectuel.

On a évoqué trois chemins pour pénétrer les groupes et les idées ; plusieurs publics, plusieurs fonctions, savoirs, sensibilités, pratiques : les intelligences sont réparties, diffuses. Pour réussir, la réhabilitation doit les cumuler et les combiner, l'action de revitalisation est par nature pluridisciplinaire, c'est-à-dire nécessairement à élaborer en commun.

Les trois lignes d'action – sensibilisation, formation et recherche – qui viennent d'être exposées constituent les trois pieds de la table qui en garantissent la stabilité. Ce sont l'efficacité de ces actions et l'équilibre entre elles qui renforcent le processus de récupération de l'architecture traditionnelle. Ces actions, en elles-mêmes, ne produiront pas un effet direct quant à la sauvegarde de ce patrimoine. Cependant, elles donnent l'impulsion nécessaire et en constituent la pièce fondamentale, en apportant les outils nécessaires qui permettront d'atteindre une réhabilitation correcte et cohérente.

Réhabiliter/revitaliser l'architecture traditionnelle

Améliorer le confort, conserver le patrimoine

La vieille ville et son printemps

Retour à la vie

Le cœur ancien travaille pour le futur

Vivre le centre ancien

Technologies modernes, solutions anciennes

Les opérations programmées d'amélioration de l'habitat pour préserver la « vraie » ville.

Il s'agit là de certains des slogans de sensibilisation et de publicité qui, au cours de ces dernières années, ont été utilisés comme emblèmes des multiples initiatives de réhabilitation développées dans les villages et les villes de la Méditerranée. Par ailleurs, les chiffres concernant la réhabilitation dans les différents pays méditerranéens parlent d'eux-mêmes : il y a des pays où l'activité du secteur de la construction destiné à l'entretien et à l'amélioration des bâtiments existants dépasse 60 % des montants investis annuellement ; il y en a d'autres où elle n'atteint pas 10 %. Sommairement, on pourrait dire que la croissance de l'activité de la réhabilitation est un indicateur du développement économique d'un pays.

Pour des raisons d'identité, d'opportunité économique, de bonne gestion de ses exceptionnels atouts, la région, en réseau, devra développer la réhabilitation

La réhabilitation de l'architecture traditionnelle, même les slogans le disent clairement, n'est pas seulement une action physique d'amélioration de la solidité et des prestations qu'offrent les bâtiments. La récupération de la trame et du paysage urbains en est aussi un fait indissociable ; de même que la régénération du tissu social, l'amélioration des conditions de vie de la population et la consolidation d'une structure commerciale et économique souvent dégradée sont inhérentes à toute réhabilitation, on pourrait dire qu'on parle en termes de durabilité. Il est donc clair que l'objectif fondamental de toute réhabilitation consiste à rendre la vie et à redonner des forces, c'est-à-dire à revitaliser les logements, les commerces, les ateliers des artisans, les bâtiments, les rues, les quartiers, les villes et tout un patrimoine qui est la référence culturelle d'un peuple, afin que tout puisse demeurer vivant.

Au vu des chiffres, on peut se demander pourquoi l'activité de réhabilitation se développe d'une manière aussi intense dans certains pays et aussi limitée dans d'autres, bien que les politiques de réhabilitation soient relativement récentes un peu partout. Les facteurs sont divers et en même temps en rapport les uns avec les autres. L'un d'entre eux est essentiel, c'est le moteur de toute cette activité : le facteur économique. La valeur du patrimoine immobilier des centaines de milliers de bâtiments qui composent le parc édifié d'architecture traditionnelle méditerranéenne est absolument incalculable. Le coût de relogement de millions de personnes, qui vivent aujourd'hui dans ces bâtiments, dans de nouvelles constructions est inabordable pour l'économie du pays le plus riche. En revanche, introduire des améliorations dans le parc édifié pour rendre plus dignes les conditions de vie des habitants est tout à fait viable, et c'est l'option adoptée par les pays les plus développés : entretenir, réhabiliter et revitaliser.

Par ailleurs, on ne peut pas ignorer la valeur économique complémentaire qu'implique le fait de disposer d'un attrait touristique de première importance. De nos jours, le centre historique d'une ville qui présente des conditions de conservation adéquates et une offre touristique intégrée dans le patrimoine d'architecture traditionnelle lui-même représente un grand potentiel touristique. Force est de constater que les intérêts économiques liés à l'activité de réhabilitation ne sont pas négligeables, et nombreux sont les pays dans lesquels l'initiative privée et les pouvoirs publics travaillent conjointement à faire de la réhabilitation une réalité et une alternative à la construction neuve systématique.

Malgré les aspects positifs de la réhabilitation, dans une perspective régionale, nous sommes encore très loin de la situation normalisée qui nous permettrait d'envisager avec optimisme l'amélioration et la conservation du patrimoine d'architecture traditionnelle. Dans le chapitre précédent, certaines des difficultés existantes ont été mises en relief : rappelons simplement le rejet social envers ces bâtiments perçus comme obsolètes, le manque d'engagement de la part des administrations responsables, la pression des nouveaux matériaux et des systèmes constructifs déracinés, le manque de formation des responsables politiques, des techniciens et des professionnels impliqués, le manque de ressources économiques et fonctionnelles pour envisager des opérations concrètes, ainsi que tant d'autres facteurs que la réalité quotidienne nous montre en tous lieux.

La réhabilitation n'est cependant exempte ni de risques ni de pièges. Les multiples expériences de ces dernières années doivent nous servir de leçon quant à ce qu'il convient de

faire et ce qui doit être évité. De nos jours, suite à des programmes de réhabilitation incohérents dès leur origine, nombre de villes et de villages – surtout européens – ont « muséifié » leurs centres historiques ; et ceux-ci sont devenus de véritables parcs thématiques dans lesquels les vendeurs de souvenirs et les touristes semblent être les seuls habitants. Il n'est pas non plus étonnant de trouver des villes dans lesquelles la réhabilitation a entraîné une complète mutation sociale, ayant expulsé les habitants d'origine vers les zones périphériques pour créer des quartiers de haut standing, absolument enchanteurs, en plein cœur urbain. Une autre erreur de certaines réhabilitations, déconnectées de la réalité et de l'identité de chaque lieu, est l'uniformisation des centres historiques du fait de l'utilisation indistincte de matériaux, de mobilier urbain, d'éléments décoratifs standardisés qui détruisent la saveur locale pour donner un faux-semblant traditionnel, prétendument universel.

Faire front à toutes ces tendances et difficultés n'est pas une tâche facile. Les intérêts économiques émergeant autour des plus-values que génère une opération de réhabilitation sont très importants. La pression du tourisme de masse et de consommation comporte des contradictions dont les solutions sont complexes. Cependant, il existe aujourd'hui de nombreuses expériences réussies dans différents noyaux historiques qui apportent la preuve que la réhabilitation et la revitalisation ne sont jamais exemptes de tensions, mais qu'atteindre un bon équilibre est une chose parfaitement possible. Ce sont précisément les trois pieds de la table, ou lignes d'action, dont nous avons parlé plus haut qui doivent permettre de donner une cohérence et une certaine solidité aux opérations de réhabilitation. C'est dans ces actions que se trouve la solution. Seul le rééquilibrage entre les facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels permettra une bonne réhabilitation et une authentique revitalisation ; et celles-ci seront alors la conséquence de la sensibilité et de la formation qui seront parvenues à tous les acteurs impliqués, ainsi que de l'application des nouveaux outils qui doivent naître des tâches de recherche.

*Bassin, matrice, carrefour, ... mots qui constatent notre fait régional :
à nous de retisser les liens d'excellence pour qu'ambition et compétence servent à nouveau
nos façons d'habiter et de transmettre*

Aujourd'hui deux idées clés s'imposent : réseau et réintégration. La première définissant une façon de travailler, une structure, une stratégie, la deuxième prescrivant un projet pour notre architecture. Toutes deux sont déjà devenues inséparables et on ne saurait composer ce couple autrement. Cet accouplement est capable de cristalliser les courants revitalisants qui irrigueront les recoins de notre Bassin d'échanges ; ils sont ces « lieux privilégiés de rencontre » qu'évoque avec conviction Amin Maalouf au seuil de cet ouvrage. Ce serait réadapter un processus qui a existé dans le passé. Il nous est notamment parvenu de la Méditerranée orientale, là où notre cœur a commencé à battre, un document ancien (10) de plus de deux mille cinq cents ans et rédigé par le Roi des Rois :

Celui-ci c'est le palais que je bâtis à Susa.

*Creuser le terrain, et étendre les gravats,
et mouler la brique, le peuple de Babylonie le fit.*

Le bois de cèdre, d'une montagne appelée le Liban, de là-bas on l'emmena ; le peuple syrien, lui, l'emmena jusqu'en Babylonie ; depuis la Babylonie les Carriens et les Ioniens l'emmenèrent à Susa.

Le bois de Yaka depuis Gandara et Carmanie fut emmené.

Les piliers en pierre ne furent pas pris ici, mais d'une carrière appelée Abiradush, à Uja, de là-bas ils furent emmenés.

Les tailleurs de pierre furent des Ioniens et des Sardes. Les orfèvres qui travaillèrent l'or furent des Mèdes et des Égyptiens.

Les hommes qui travaillèrent la brique cuite furent des Babyloniens. Ceux qui décorèrent le mur furent des Mèdes et des Égyptiens.

Le texte ne finit pas ici ; suivent encore des dizaines d'artisans, provenant d'autant de régions différentes et lointaines ! Malgré une telle pluralité de gestes artisanaux, leur ferveur profonde, le résultat fut un bâtiment d'une magnifique cohérence et d'une grande unité dans le style. Seules une extraordinaire compétence de tous ceux qui participèrent à son édification et une minutieuse coordination permirent à cette riche, énorme diversité, d'exprimer une harmonieuse excellence.

Cette manière de travailler anticipait il y a longtemps le réseau qu'aujourd'hui, par ces lignes finales, nous tentons d'imaginer : s'attacher le meilleur de chacun, de toute provenance. Nous aussi participons d'un objectif commun ; il est désormais tourné vers la qualité de vie de toute la population et non plus vers le seul prince. A l'avenir de témoigner un jour peut-être de la compétence et de la finesse des Méditerranéens d'aujourd'hui à s'occuper d'eux-mêmes. Cela équivaudrait à une architecture traditionnelle réintégrée en plénitude.

Notes :

- (1) S'il est vrai que depuis dix ans des efforts et des progrès ont eu lieu pour ce qui est du binôme tourisme/environnement, il n'est pas moins vrai que partout en Méditerranée on peut toujours voir s'élever des centaines de milliers de mètres carrés pour satisfaire les demandes touristiques et à côté des milliers de mètres carrés d'architecture traditionnelle dégradés, abandonnés ou mis à ras systématiquement. Sagesse du remploi, création de richesses en valorisant ce qui préexiste, mise en lumière d'une culture et d'un patrimoine sont autant d'arguments qui s'inscrivent dans la durabilité et l'intégration territoriale du développement.
- (2) Car réhabiliter consomme beaucoup moins que démolir et reconstruire, surtout si l'on analyse et compare les coûts énergétiques nécessaires à la production des matériaux modernes ou à l'obtention ou réutilisation des traditionnels, et il en est de même pour ce qui est du recyclage ou de la pollution.
- (3) Claude Lévi-Strauss écrivait à cet égard : « La nécessité de préserver la diversité des cultures dans un monde menacé par la monotonie et l'uniformité [...] il ne suffira pas, pour atteindre ce but, de choyer les traditions locales [...] c'est le fait de la diversité qui doit être sauvé, non le contenu historique que chaque époque lui a donné et qu'aucune ne saurait perpétuer au-delà d'elle-même. » Race et histoire, UNESCO, 1952.
- (4) Extrait de la charte ICOMOS : « La construction vernaculaire (...) est un processus en évolution nécessitant des changements et une adaptation constante en réponse aux contraintes sociales et environnementales. Partout dans le monde, l'uniformisation économique, culturelle et architecturale menace la survie de cette tradition. La question de savoir comment résister à ces forces est fondamentale et doit être résolue non seulement par les populations, mais aussi par les gouvernements, les urbanistes, les architectes, les conservateurs, ainsi que par un groupe pluridisciplinaire d'experts. »
- (5) Pourtant, il ne faudrait pas tomber dans l'obsession de la recherche ou de la « reconstruction » de l'espace perdu, de la société perdue, de la maison perdue, de l'homme perdu. Sur ce point, la société actuelle doute et hésite dans une certaine confusion entre ce qui est vivant ou périmé, neuf ou vieux, utile et inutile.
- (6) Le progrès n'est autre chose qu'une superposition d'efforts, avec des éléments neufs qui se produisent en certains temps. La nature, qui sait assez bien faire les choses, n'a pas elle-même procédé autrement. Elle n'oublie ou n'omet rien de son passé, mais elle ajoute et améliore. Entretiens sur l'architecture, T. II, Viollet-le-Duc, Vve. A. Morel & Cie Éditeurs, Paris, 1872, pp. 76-77.
- (7) Pour motiver l'investissement privé comme pour aider les plus démunis, les dispositifs de subvention, très pratiqués dans tout le Bassin, échelonnent leurs aides entre 10 % et 70 % des coûts de réhabilitation.
- (8) Depuis la charte d'Athènes sur la restauration (1931), il ne serait pas difficile de grouper plus de deux cents textes de référence, parmi lesquels chartes, conventions internationales, résolutions, recommandations et rapports du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO, de l'ONU, de l'ICOMOS, de l'ICOM... en faveur du patrimoine ou concernant des activités gravitant autour de lui. Un long chemin a été parcouru depuis, et cette énorme quantité de réflexions et de recommandations a eu des effets importants sur la sensibilisation et sa suite d'adhésions et de réalisations.
- (9) Tunisie, Liban ont même créé des institutions spécifiques, de portée transnationale dans leurs zones respectives, entièrement dévolues aux métiers classiques du patrimoine bâti, à l'instar des initiatives existantes en Italie et en France notamment. Sensibiliser est faisable en exploitant des mécanismes et des outils. En prenant appui sur les réseaux : écoles et universités pour les jeunes et étudiants, organisations professionnelles pour les architectes, entreprises, métiers, ministères et collectivités territoriales pour les agents publics. En prenant appui sur les médias comme l'écrit, l'image, la vidéo, le montage d'événements locaux, les cellules de conseils...
- (10) Extrait du texte connu comme Document de Susa, raconté par Darius, roi perse (? - 486 av. J.-C.), autoproclamé Roi des Rois, à l'occasion de la construction de son palais à Susa.